Hiding Canada's Head in the (Oil) Sand

The Durban Conference on Climate Change, which ended on December 11, 2011, produced an agreement for a timetable which might lead to an accord to be signed in 2015 which, in turn, would commit all countries to binding greenhouse gas emission reduction objectives. This accord once approved would come into effect no earlier than the year 2020, with emission reduction goals set to be achieved even later. Although very disappointing, the results are not unexpected given the highly politicized nature of the negotiations which pit against one another rich and poor countries, and the apparent opposing interests of economic growth and ecologic concerns.

As if to underscore the dour state of leadership on climate change worldwide, Canada announced within 24 hours of the end of the Conference that it was officially withdrawing from the Kyoto Protocol. What a mess! It is widely believed that this decision will encourage other countries to renege on their own commitments and may well sound the death knell of the only global treaty with defined limits to emissions. One should be outraged at this decision from a public health and from a citizen's point of view. Canada has lost international standing and its credibility will be lessened when the time comes – and it will come – that it has to negotiate reductions on gas emissions. Climate change will not go away because Canada puts its head in the oil sand.

Although our leaders have shown their preference for safeguarding the economic impact of our tremendous reserves of oil sands, the decision will have lasting impact for the health and well-being of all Canadians. Extreme heat events, migration of new disease vectors, changes in agricultural yield, coastal erosion, and loss of ecosystems are but a few of the major changes that we will continue to experience for the foreseeable future.

Canada is not the only culprit – far from it. The United States, up to recently the world's largest polluter, never signed the Kyoto treaty; and because the accord defined limits to emissions only in advanced economy countries, rapidly industrializing countries like India and China have seen their emissions increase by over 300% since 1980. China is now the world's largest absolute emitter of greenhouse gases, although its per capita emission is still only a fraction of that of the US. Because the rapid industrialization in these countries will not slow down, the damage to our environment will increase over decades to come.

"Think globally and act locally" has never been a more important message for public health. We must lobby for equity in economic development and for ecologically responsible economic growth both within our country and internationally. We must develop expertise in economics and public policy, because this is the terrain where many of Public Health's most important battles will be fought in the coming years.

*Gilles Paradis
Scientific Editor*

Le Canada se cache la tête dans le sable (bitumineux)

La Conférence de Durban sur les changements climatiques qui s'est terminée le 11 décembre 2011 s'est soldée par une entente sur un calendrier qui pourrait mener à la signature d'un accord en 2015, lequel engagerait en retour tous les pays à atteindre des objectifs légalement contraignants de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Une fois approuvé, cet accord entrerait en vigueur au plus tôt en 2020, et l'atteinte des objectifs de réductions d'émissions serait fixée à une date ultérieure. Bien que très décevants, ces résultats étaient à prévoir vu la nature fortement politisée des négociations, qui opposent les pays riches et les pays pauvres, et les intérêts apparemment incompatibles de la croissance économique et des préoccupations écologiques.

Comme pour souligner le manque déplorable de leadership face aux changements climatiques dans le monde, le Canada a annoncé, à moins de 24 heures de la fin de la conférence, qu'il se retirait officiellement du Protocole de Kyoto. Bonjour les dégâts! On croit généralement que cette décision encouragera d'autres pays à renier leurs engagements et qu'elle pourrait même sonner le glas du seul traité mondial à clairement limiter les émissions. Nous devrions être indignés par cette décision, tant du point de vue de la santé publique que dans une perspective citoyenne. Le classement du Canada au sein des pays du monde s'affaiblit, et sa crédibilité en souffrira lors que le temps sera venu – et il viendra – de négocier les baisses de ses émissions de gaz. Les changements climatiques ne disparaîtront pas parce que le Canada met sa tête dans les sables bitumineux.

Nos dirigeants ont choisi de protéger les retombées économiques de nos énormes gisements de sables bitumineux, mais leur décision aura des incidences durables sur la santé et le bien-être de toute la population canadienne. Les épisodes de chaleur extrême, la migration des nouveaux vecteurs de maladie, les changements dans les rendements agricoles, l'érosion des côtes et la perte d'écosystèmes ne sont que quelques-uns des bouleversements majeurs que nous continuerons à subir dans un avenir prévisible.

Le Canada n'est pas le seul coupable, loin de là. Les États-Unis, qui étaient jusqu'à tout récemment les plus grands pollueurs au monde, n'ont jamais signé le traité de Kyoto; et comme ce dernier ne fixait des limites aux émissions que dans les économies avancées, des pays en cours d'industrialisation rapide, comme l'Inde et la Chine, ont vu leurs émissions augmenter de plus de 300 % depuis 1980. En chiffres absolus, la Chine est aujourd'hui le plus grand émetteur mondial de gaz à effet de serre, bien que ses émissions par habitant ne représentent encore qu'une fraction de celles des États-Unis. Comme le rythme rapide de l'industrialisation de ces pays ne ralentira pas, les dommages à l'environnement mondial s'accroîtront au cours des prochaines décennies.

« Penser localement et agir localement » n'a jamais été un message aussi important pour la santé publique. Nous devons faire pression pour un développement économique équitable et une croissance économique écologiquement responsable, tant dans notre pays qu'à l'étranger. Nous devons maîtriser la connaissance des rouages de l'économie et des politiques publiques, car c'est sur ce terrain que bon nombre des plus importantes batailles de la santé publique se joueront dans les années à venir.

*Le rédacteur scientifique,
Gilles Paradis*